A l’initiative de l’Institut d’histoire sociale CGT et du collectif confédéral « lutte contre les idées d’extrême-droite », le 10 février, chercheurs et syndicalistes ont analysé les relations historiques et contemporaines des mouvements d’extrême-droite avec le mouvement ouvrier et le phénomène actuel d’extrême-droitisation de l’espace public.

« Ma logique politique, c’est le refus de la lutte des classes. Il faut rassembler les patrons et les salariés dans l’intérêt commun de la France et de l’économie française », martelait Eric Zemmour lors d’un entretien télévisé le 15 février. Le candidat d'extrême-droite à la présidentiel fait référence en ces termes au corporatisme, un précepte fasciste d’extrême-droite que l’on retrouve également dans le corpus programmatique du FN puis du RN.

Cédric Bottero, du collectif confédéral de lutte contre les idées d’extrême-droite, en explique les contours : la réconciliation du salariat et du patronat dans l’intérêt suprême de la nation et, ce faisant, l’anéantissement du mouvement ouvrier organisé, des syndicats.

La défense de ce modèle n’a toutefois pas empêché l’extrême-droite de tenter d’élargir sa « clientèle électorale » aux classes populaires, au point, rappelle Jérôme Beauvisage, membre de l’IHS, d’avoir « constitué, à certaines époques, des modèles syndicaux, à la fois nationaux et « apolitiques » pour concurrencer les syndicats « rouges »l ».

Elle s’essaye aussi régulièrement à l’entrisme ou « à la pêche » aux syndicalistes expérimentés pour les implanter dans ses rangs. Bien que ces tentatives aient échoué, « elles ont tout de même montré qu’une partie non négligeable du salariat, dans certaines circonstances, pouvait se reconnaître dans ces valeurs », alerte Jérôme Beauvisage.

Il faut dire que le FN-RN a pu sans trop d’encombres, finalement, s’installer dans le paysage publique, y faire infuser ses idées jusqu’à parvenir, désormais, à imposer des thèmes autour desquels les autres forces politiques se sentent obligées de se positionner.

Annie Collovald, sociologue politique à l’université de Nanterre, explique comment, dès lors que le FN a été taxé de populiste - plutôt que fasciste, il a gagné en « recevabilité » sur la scène politique et dans les media, facilitant son ascension.

Philippe Corcuff, politiste, développe en expliquant que, dans un contexte d’affaiblissement de la

frontière droite-gauche, le « confusionnisme » des idées en vigueur depuis plusieurs années contribue aussi au déploiement des idées d’extrême-droite dans l’espace public.

Dans une seconde partie, Nicolas Lebourg, historien à l’université de Montpellier et Ugo Palheta, sociologue à l’université de Lille, se sont attachés à définir les contours de l’extrême-droite contemporaine, dans le monde et en France, ses bases et ses bénéficiaires, réels et fantasmés, ses lignes de force idéologiques, notamment un nationalisme d’exclusion, désormais présent jusque dans la droite dite républicaine de Pécresse.

Enfin, après un tour des problématiques et stratégies syndicales anti-fascistes en Belgique avec l’intervention de Julien Dohet de la FGTB, Thierry Achainte, du collectif confédéral, est revenu sur la nécessité de combattre les idées d’extrême-droite dans les entreprises auprès des salariés et a fortiori des militants syndicaux qui n’y sont pas toujours hermétiques.
Il a rappelé tous les outils pédagogiques produits par le collectif mais, a-t-il regretté, encore insuffisamment sollicités.

Retrouver l’intégralité de la journée « Résolument anti-fasciste, hier comme aujourd’hui » sur le lien YouTube suivant : https://youtu.be/iyN3M2gwhoI

Public: Fiches Techniques / Argumentaires
Infos Confédérales

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank